



10 MARS 1997

NO. 8

10 MARCH 1997

RECEIVED

DATE: 18/3/97

SONT PUBLIES LES TEXTES SUIVANTS

DIRECTIVES NO. 1 DE 1996 DE LA
FONCTION PUBLIQUE

NOTIFICATION OF PUBLICATION

-

ARRETES

ARRETE NO. 1 DE 1997 SUR LES TAXIS
(TARIFS)

ARRETE NO. 2 DE 1997 RELATIF AUX
CONSEILS PROVINCIAUX (EXECUTIFS
PROVINCIAUX) (MODIFICATION)

ARRETE NO. 6 DE 1997 RELATIF AUX
COMMUNES (DATE DES ELECTIONS DU
CONSEILS MUNICIPAL DE PORT VILA)

ARRETE NO. 7 DE 1997 SUR L'AMINIS-
TRATION DE PRISONS (LIBERATION
CONDITIONNELLE)

ORDERS

-

-

MUNICIPALITIES (DATE OF ELECTION OF
PORT VILA COUNCIL) ORDER NO. 6 OF
1997

THE PRISONERS (RELEASE ON LICENCE)
ORDER NO. 7 OF 1997

SUSPENSION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LUGANVILLE

-

SOMMAIRE

PAGE

CONTENTS

PAGE

SUPREME COURT - WARRANT
OF CHIEF REGISTRAR

1

LEGAL NOTICES -

- COMPANIES (CAP. 191)

2-3

- BANKING ACT (CAP.63)

4-5

LOI RELATIVE A LA FONCTION PUBLIQUE

DIRECTIVES N° 1 DE 1996 DE LA FONCTION PUBLIQUE

Portant modification des Directives N° 1 de 1992.

LE PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,
DU PLAN ET DE LA STATISTIQUE, DES MEDIAS ET
DES SERVICES LINGUISTIQUES

VU les pouvoirs que lui confère l'article 19(1) de la Loi relative à la fonction publique publiée les directives suivantes :

MODIFICATION DES DIRECTIVES N° 1 DE 1992

1. Les Directives n° 1 de 1992 sont modifiées par la suppression de l'alinéa 3(c) remplacé par l'alinéa suivant :

"C. NOUVEAUX TAUX DE L'INDEMNITE DE SUBSISTANCE

Un fonctionnaire voyageant en service à l'étranger peut obtenir une indemnité de subsistance par nuit à l'étranger aux nouveaux taux suivants :

- | | | |
|---|---|------------|
| a) Dans la région du Pacifique
l'Australie et la Nouvelle-
Zélande compris | - | 8.500 VT |
| b) Dans toutes les autres Régions,
à savoir l'Europe, l'Asie et
les Amériques | - | 13.300 VT. |

ENTREE EN VIGUEUR

2. Les présentes directives entrent en vigueur le jour de leur signature.

FAIT à Port-Vila le 28 juin 1996.

Le Premier ministre et Ministre de la Fonction publique,
du Plan Et de la Statistique, des Médias et
des Services Linguistiques,

MAXIME CARLOT KORMAN

REPUBLIQUE DE VANUATU

CHAPITRE 49*

ARRETE NO. 1 DE 1997 SUR LES TAXIS (TARIFS)

Prescrivant les tarifs des taxis pour la Municipalité de Port-Vila et la région d'Efaté.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

VU les pouvoirs que lui confère l'article 26(1) de la Loi sur les taxis (CAP. 49*).

A R R E T E :

TARIFS DES TAXIS POUR LA MUNICIPALITE DE PORT VILA

1. 1) Nul ne doit, pour toute course en taxi effectuée dans le périmètre de la Municipalité de Port-Vila et de l'île d'Efaté, exiger d'un passager un tarif supérieur aux tarifs fixés selon le barème suivant :

A. TARIF No. 1 :

- | | | |
|----|---|--------|
| a) | Pour prise en charge au début de la course : | 100 VT |
| b) | Pour une course d'un 1/2 kilomètre ou toute fraction de ce parcours : | 100 VT |
| c) | Pour une course de plus d'un kilomètre : | |
| | i) pour le premier kilomètre : | 150 VT |
| | ii) pour chaque parcours d'un kilomètre après le premier kilomètre ou pour toute fraction d'un tel parcours : | 100 VT |
| | iii) pour tout parcours supplémentaire de 100 m ou pour toute fraction d'un tel parcours : | 10 VT |

B. TARIF No. 2 :

- a) Pour prise en charge au début de la course : 100 VT
- b) Pour une course d'un 1/2 kilomètre ou toute fraction de ce parcours : 100 VT
- c) Pour une course de plus d'un kilomètre :
- i) pour le premier kilomètre : 170 VT
 - ii) pour chaque parcours d'un kilomètre après le premier kilomètre ou toute fraction d'un tel parcours : 140 VT
 - iii) pour tout parcours supplémentaire de 100 m ou pour toute fraction d'un tel parcours : 14 VT
- d) N'est versée qu'une fois la somme de 100 Vatu pour une course prévue aux alinéas a) et b).
- 2) L'application du tarif No. 1 commence à partir de 6h00 et se termine à 18h00.
- 3) L'application du tarif No. 2 commence à partir de 18h00 et se termine à 6h00.

TARIFS DES TAXIS POUR LA REGION D'EFATE

2. Nul ne doit, pour toute course en taxi effectuée dans la région d'Efaté, exiger un tarif supérieur aux tarifs fixés selon le barème suivant :

<u>Départ de</u>	<u>Destination</u>	<u>Aller simple (Vatu)</u>	<u>Aller- retour (Vatu)</u>
Port-Vila	Creek Aï	3 500	1 750
	Tonoliu	4 000	2 000
	Mosso	4 500	2 250
	Siviri	5 000	2 500
	Saama	5 500	2 750
	Emua	5 500	2 750
	Paunagisu	5 500	3 000
	Takara	6 000	3 250
	Onesua	6 500	3 250
	Epau/Matarisu	6 500	3 250
	Rentabao City	3 000	1 500
	Erwetí	3 500	1 750
	Eton	4 500	2 250
	Forari	5 000	2 500
		Tour de l'île	11 000

TEMPS D' ATTENTE

3. Un prix pour temps d'attente exigé par un taxi est fixé selon le barème suivant :

TARIF 1 : 10 VT par période de 60 secondes
TARIF 2 : 10 VT par période de 30 secondes.

ABROGATION

4. L'arrêté N° 3 de 1993 sur les taxis (tarifs) est abrogé.

ENTREE EN VIGUEUR

5. Le présent Arrêté entre en vigueur à la date de sa parution au Journal officiel.

FAIT à Port-Vila, le 7 janvier 1997.

Le ministre de l'Intérieur.

ROBERT KARIE DAVID

REPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N °1 DE 1994 RELATIVE A LA DECENTRALISATION ET
LA CREATION DE PROVINCES

ARRETE N° 2 DE 1997 RELATIF AUX CONSEILS PROVINCIAUX (EXECUTIFS
PROVINCIAUX) (MODIFICATION)

Modifiant l'Arrêté N° 4 de 1995 relatif aux Conseils provinciaux
(Exécutifs provinciaux),

LE PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,
DU PLAN, DE LA STATISTIQUE, DES MEDIA ET
DES SERVICES LINGUISTIQUES

VU les pouvoirs que lui confèrent les dispositions du paragraphe
2) de l'article 19 de la Loi N° 1 de 1994 relative à la
Décentralisation et la Création de provinces,

A R R E T E :

MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 DE L'ARRETE N° 4 DE 1995

1. L'article 1 de l'Arrêté N° 4 de 1995 relatif aux Conseils provinciaux (Exécutifs provinciaux) est modifié aux paragraphes suivants :
 - a) au paragraphe a), supprimer le nom "P. Luc Titinson Dini" remplacé par le nom "Nicholson Worek".
 - b) au paragraphe b), supprimer le nom "Peter Tom" remplacé par le nom "Thomas Nentu".

ENTREE EN VIGUEUR

2. Le présent Arrêté entre en vigueur le 5 décembre 1996.

FAIT à Port-Vila le 5 décembre 1996.

Le Premier ministre et Ministre de la Fonction publique,
du Plan, de la Statistique, des Média et
des Services Linguistiques,

RIALUTH SERGE VOHOR

CONSEIL DES ELECTIONS

TELEPHONE: (678) 23914 / 25875
FAX: (678) 26544



ELECTORAL COMMISSION

PRIVATE MAIL BAG 033
PORT VILA
VANUATU

Reference:

Date:

CHAPTER 126

MUNICIPALITIES (DATE OF ELECTION OF PORT VILA COUNCIL)

ORDER NO 6 OF 1997

To declare the date for the start of elections for Councillors to the Port Vila Municipal Council.

WHEREAS: (a) The 4 Year term of the Port Vila Municipal Council ends on or about 24th March, 1997; and

(b) Elections for the Port Vila Municipal Council shall be held in accordance with the Municipalities Act (CAP.126).

NOW THEREFORE IN EXERCISE of the powers conferred by section 7(2)(a) of the Municipalities Act (CAP.126), The ELECTORAL COMMISSION, hereby makes the following Order:-

DATE OF ELECTION

1. The election for Councillors to the Port Vila Municipal Council shall commence on 8th April, 1997.

RETURN OF CANDIDATURE

2. Eligible persons may submit their declaration of candidature for the above election as from the 3rd March, 1997 until not later than 4:30 pm on 21st March, 1997 to the Principal Electoral Officer in Port Vila or to the Port Vila Town Clerk.

COMMENCEMENT

3. This Order shall come into force on the date of its signature.

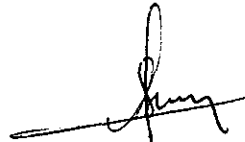
MADE this Twenty Sixth day of February, 1997.



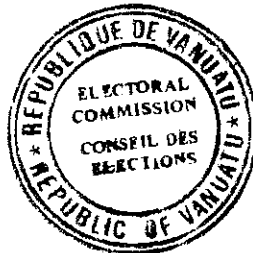
MASING R. LAURU
Chairman



CHARLES BICE
Member



EMILIANO BULETARE
Member



REPUBLIQUE DE VANUATU

CHAPITRE 126

ARRETE NO. 6 DE 1997 RELATIF AUX COMMUNES
(DATE DES ELECTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE PORT-VILA)

Fixant la date des élections des membres du Conseil municipal de Port-Vila.

- ATTENDU QUE :
- a) Le mandat de quatre ans du Conseil municipal de Port-Vila prend fin vers le 24 mars 1997 ;
 - b) Des élections pour ledit Conseil doivent être organisées conformément à la Loi sur les communes (CAP. 126)*.

LA COMMISSION ELECTORALE, en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 7 (2) (a) de la Loi sur les Communes (CAP. 126),

A R R E T E :

DATE ES ELECTIONS

1. Les élections des membres du Conseil municipal de Port-Vila débuteront le 8 avril 1997.

DECLARATION DE CANDIDATURE

2. Toute personne éligible peut soumettre sa déclaration de candidature aux élections citées ci-dessus, à compter du 3 mars 1997 jusqu'au 21 mars 1997 à 16h30 au plus tard, au Secrétaire du Bureau électoral ou au Secrétaire de la Mairie de Port-Vila.

ENTREE EN VIGUEUR

3. Le présent Arrêté entrera en vigueur le jour de sa signature.

FAIT le 26 février 1997.

Président
MASING R. LAURU

Membre
CHARLES BICE

Membre
EMILIANO BULETARE

* Réf. texte français de Loi No. 5 de 1980. J.O. 13 bis/80 et modifications ultérieures.

REPUBLIC OF VANUATU

Chapter 20

THE PRISONERS (RELEASE ON LICENCE) ORDER No. 7 OF 1997

An Order to provide for the release of Prisoner **LEAH TURELEO**.

IN EXERCISE of the powers conferred by section 30 of the Prisons (Administration) Act [CAP. 20], **I, ROBERT DAVID KARIE**, Minister of Home Affairs and Minister responsible for prisons, **HEREBY MAKE** the following Order:-

RELEASE OF PRISONER ON LICENCE

1. **LEAH TURELEO** who is currently being held in custody as a prisoner, shall be set free and released from prison on the 21st day of February, 1997 **SUBJECT TO THE TERMS AND CONDITIONS** set out in sections 2 and 3 of this Order.

TERMS AD CONDITIONS OF RELEASE

2. The following terms and conditions shall apply -
 - (a) **LEAH TURELEO** shall keep the peace and be of good behaviour for a period commencing on the day of her release being 21st day of February, 1997 and ending on the 10th day of January, 1998, which period is hereinafter called "the relevant period".
 - (b) In the event that **LEAH TURELEO** should commit a criminal offence during the relevant period, whether or not the offence is of a similar nature as that for which **LEAH TURELEO's** original prison sentence was order by the Court or, the Court before which **LEAH TURELEO** appears for such new offence orders a prison sentence, **LEAH TURELEO** shall automatically be recalled and returned to prison.

**PROCEDURES RELATING TO VIOLATIONS OF CONDITIONS
OR RELEASE, RECALL TO PRISON, ETC.**

3. In every case where the provisions of paragraph (b) of section 2 apply, the following procedures shall apply :
- (a) Where the Minister is satisfied that **LEAH TURELEO** has violated the terms and conditions set out in section 2, the Minister shall issue a Notice in writing directing that **LEAH TURELEO** is returned to custody forthwith.
 - (b) A Notice issued by the Minister shall be served on **LEAH TURELEO** directing her to return to prison at such time and on such day as specified in the Notice.
 - (c) **LEAH TURELEO** when returned to prison in accordance with this section shall be obliged to serve the unexpired term of her original sentence which she would have had to serve if she has not been released in accordance with this Order.
 - (d) **LEAH TURELEO** when returned to prison in accordance with this section is not entitled to have part of her original unexpired term of sentence remitted.

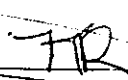
**COMMISSIONER OF POLICE AND SUPERINTENDENT OF PRISONS
TO ENFORCE DIRECTIONS OF THE MINISTER**

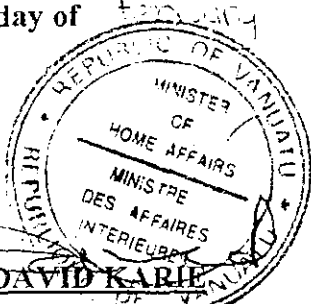
4. The Commissioner of Police and the Superintendent of Prisons shall take all lawful measures required or necessary to enforce every direction or notice issued by the Minister under this Order.

COMMENCEMENT

5. This Order shall come into force on the 21st day of February, 1997.

MADE at Port Vila, this 21st day of February, 1997.


ROBERT DAVID KARIAE
Minister of Home Affairs and
Minister Responsible For Prisons



REPUBLIQUE DE VANUATU

CAP. 20*

ARRETE NO. 7 DE 1997 SUR L'ADMINISTRATION DES PRISONS
(LIBERATION CONDITIONNELLE)

Portant libération de la prisonnière LEAH TURELEO,

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR ET MINISTRE RESPONSABLE DES PRISONS

VU les pouvoirs que lui confère l'article 30 de la Loi sur l'administration des prisons (CAP. 20),

A R R E T E :

LIBERATION CONDITIONNELLE

1. LEAH TURELEO, actuellement incarcérée, sera libérée sous conditions et sortira de prison le 21 février 1997 **SOUS RESERVE DES TERMES ET CONDITIONS** prévus aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

TERMES ET CONDITIONS DE LIBERATION

2. Les termes et conditions suivants doivent être observés :
 - a) LEAH TURELEO doit s'abstenir de toute conduite nuisible à l'ordre public pendant la période dite "de référence", commençant le 21 février 1997, jour de sa libération et se terminant le 10 janvier 1998 ;
 - b) Au cas où LEAH TURELEO commet une infraction pénale au cours de la période de référence, qu'il s'agisse ou non de récidive, ou que le tribunal qui la juge la condamne alors à une sentence d'emprisonnement, elle perd automatiquement son droit à la liberté et doit être réincarcérée.

* Réf. texte français de l'art. 31A du R.C. 6/1945 modifié.

PROCEDURES CONCERNANT LA VIOLATION DES CONDITIONS DE LIBERATION,
REINCARCERATION, ETC.

3. En cas de situation donnant lieu à l'application du paragraphe b) de l'article 2, il faut prendre les mesures suivantes :

- a) Si le Ministre constate que LEAH TURELEO a enfreint les termes et conditions prévus à l'article 2, il ordonne par écrit sa réincarcération immédiate.
- b) L'avis du Ministre est signifié à LEAH TURELEO avec ordre de retourner en prison à l'heure et au jour spécifiés dans ledit avis.
- c) Réincarcérée conformément au présent article, LEAH TURELEO est tenue de purger la période de sa sentence dont l'avait dispensée sa libération conditionnelle accordée par le présent Arrêté.
- d) Réincarcérée conformément au présent article, LEAH TURELEO n'a pas droit à la remise d'une partie de sa sentence initiale non expirée.

RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE DE POLICE ET DU DIRECTEUR GENERAL
DES PRISONS D'APPLIQUER LES DIRECTIVES DU MINISTRE

4. Le Commissaire de police et le Directeur général des prisons doivent prendre toutes les mesures légales qui s'imposent pour la bonne exécution des directives ou avis émis par le Ministre sous l'autorité du présent Arrêté.

ENTREE EN VIGUEUR

5. Le présent Arrêté entre en vigueur le 21 février 1997.

FAIT à Port-Vila le 21 février 1997.

Le ministre de l'Intérieur et Ministre
responsable des prisons.

ROBERT DAVID KARIE

REPUBLIQUE DE VANUATU

CHAPITRE 126

SUSPENSION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LUGANVILLE

ATTENDU QUE :

- A. Le 19 février 1997, le ministre de l'Intérieur, **ROBERT KARIE DAVID**, nomme **LONSDALE HINGE** pour enquêter sur les affaires du Conseil municipal de Luganville conformément aux dispositions de l'article 61 (1) de la Loi No. 5 de 1980 relative aux Communes (CAP. 126) (appelée ci-après la Loi) ;
- B. Le 21 février 1997, Lonsdale Hinge présente son rapport au ministre de l'Intérieur ;
- C. Le ministre de l'Intérieur est convaincu, d'après le rapport qui lui est présenté, que le Conseil municipal de Luganville n'a pas accompli ses fonctions et exercé ses pouvoirs conformément à la Loi ;
- D. Dans les circonstances ci-dessus, le ministre de l'Intérieur ne peut qu'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés en vertu des dispositions du paragraphe 3) a) de l'article 61 de la Loi.

PAR CONSEQUENT, LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, **ROBERT KARIE DAVID**, VU les pouvoirs que lui confèrent les dispositions du paragraphe 3) a) de l'article 61 dicte les Règles suivantes :

- 1) Le Conseil municipal de Luganville est suspendu pour une période de 12 mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent document.
- 2) **ROMAIN MOLUNTURALA** détient et exerce tous les pouvoirs du Conseil conformément aux dispositions de la Loi relative aux communes (CAP. 126) ou à toute autre Loi pour une période débutant de la date d'entrée en vigueur de la suspension du Conseil municipal de Luganville jusqu'à la date de révocation de la suspension.

3) Les présentes Règles entrent en vigueur le 24 février 1997.

FAII à Port-Vila le 24 février 1997.

Le ministre de l'Intérieur.

ROBERT KARIE DAVID



REPUBLIC OF VANUATU

SUPREME COURT

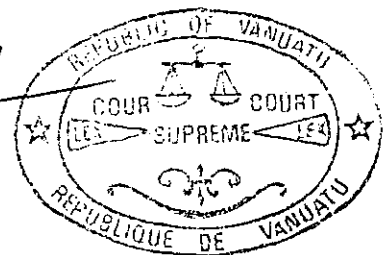
WARRANT OF CHIEF REGISTRAR

(Pursuant to Section 22 of the Courts Act CAP 122)

Pursuant to the powers vested in me under Section 22(1) of the Courts Act CAP 122, I, **LUNABEK Vincent**, Acting Chief Justice of the Republic of Vanuatu, hereby direct that the Honourable Chief Registrar, **Mrs Rita Bill NAVITI M**, shall have powers and jurisdiction to hear all matters relating to proceedings commonly held in chambers by a Judge of the Supreme Court, including all pre-trial hearings, summons for directions, ex-parte applications etc... save for Taxation of Bills and Constitutional applications.

BY ORDER OF THE COURT

Dated at Port Vila this 31st Day of March 1997.



LUNABEK Vincent J.
Acting Chief Justice.



REPUBLIC OF VANUATU


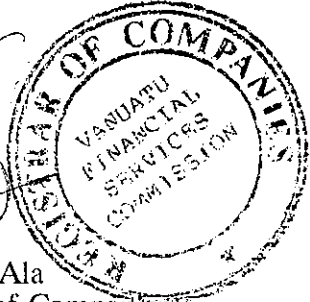
THE COMPANIES ACT [CAP 191]

TAKE NOTICE that pursuant to Section 335 of the Companies Act[Cap. 191], unless cause is shown to the contrary, the names of

METROPACIFIC BANKING CORPORATION LIMITED

will be struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu and the companies dissolved at the expiration of three months from the date of this notice.

Dated at Vila this fourth day of March 1997.



Julian M. Ala
Registrar of Companies



REPUBLIC OF VANUATU

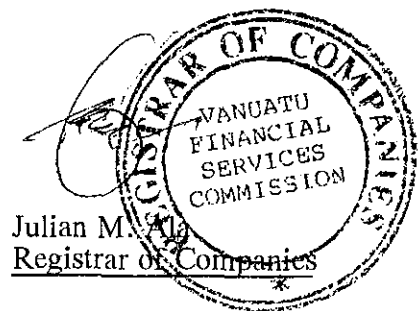
THE COMPANIES ACT [CAP 191]

TAKE NOTICE that pursuant to Section 335 of the Companies Act[Cap. 191], unless cause is shown to the contrary, the names of

INTERINDUSTRIAL FINANCE LIMITED
ENTERPRISE SHIPPING COMPANY LIMITED
VANIMEX LIMITED
RESOURCE PROJECTS LIMITED
SHINE CORP. LIMITED
SAPV TRADING LIMITED

will be struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu and the companies dissolved at the expiration of three months from the date of this notice.

Dated at Vila this fourth day of March 1997.





REPUBLIC OF VANUATU

THE BANKING ACT [CAP. 63]

NOTICE is hereby given pursuant to section 4(5) of the Banking Act [CAP. 63] that the banking licence of

SOUTH EAST ASIA BANK LIMITED

granted on 19th May 1981 will on 25th March 1997 by Order be revoked pursuant to section 4(4)(a) of the said Act on the grounds that the company has failed to pay its annual licence fee due to the Government under section 21(2) of the Act.

Dated at Port Vila this fourth day of March 1997.

Shem Naukaut
MINISTER OF FINANCE

NOTE

Pursuant to section 4(5) of the said Act, the above-named company may submit a written statement of objections to the making of the said Order.



REPUBLIC OF VANUATU

THE BANKING ACT [CAP. 63]

IN EXERCISE of the powers conferred by section 4(4)(a) of the Banking Act [CAP. 63], I hereby order that the licence to carry on banking business as an exempted bank of

DHARMALA PACIFIC BANK LIMITED

granted on the 19th day of December 1992 shall be and the same is hereby revoked.

Given under my hand and seal at Port Vila this fourth day of March 1997.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Shem Naukaut', written over a circular stamp or seal.

Shem Naukaut
MINISTER OF FINANCE